

LE TEMPS

Mais qu'est-il arrivé au rapport Draghi?

Le Temps, [Charles Wyplosz](#), 25 septembre 2025

Il y a un an, Mario Draghi, l'ancien président de la BCE et ex-premier ministre de l'Italie, remettait à Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, un rapport qu'elle lui avait commandé. La spectaculaire mise en scène de cette cérémonie était sans doute destinée à signaler que le rapport serait désormais la bible de la Commission. Un an plus tard, le rapport semble encalminé.

Loin de l'autosatisfaction habituellement de rigueur à Bruxelles, le rapport constatait la piètre performance européenne au cours des deux décennies passées. La croissance avait été médiocre, loin derrière celle des Etats-Unis. Rares étaient les entreprises européennes qui figuraient au palmarès des principales innovations technologiques, que ce soit dans l'intelligence artificielle, la biologie, le photovoltaïque ou les véhicules électriques. La dépendance énergétique à l'égard de la Russie était apparue comme une erreur stratégique majeure après l'invasion de l'Ukraine, qui révélait aussi une grave faiblesse en matière de défense. Le mépris manifesté par Donald Trump vis-à-vis des alliés historiques était sur le point d'enfoncer le clou. Tout ceci était décrit sans concession et avec précision.

Le rapport déroulait une liste impressionnante d'explications. Le marché unique, la grande fierté de l'UE, se révélait partiel, encombré par un nombre incalculable de réglementations tatillonnes. L'autre grande fierté, l'euro, n'avait pas permis l'émergence espérée d'un grand marché financier, au point que l'abondante épargne des Européens filait vers les Etats-Unis où elle finançait les besoins grandissants des géants technologiques. Les scientifiques et les plus innovants des entrepreneurs européens suivaient le même chemin.

Protectionnisme et immobilisme

Le rapport offrait ensuite un diagnostic précis des causes de ce désastre. Au risque de simplifier, il dénonçait le protectionnisme des pays membres soucieux de protéger leurs grandes entreprises vieillissantes et trop peu innovantes, des politiques budgétaires timorées, dominées par les coûts grandissants d'un modèle social inadapté au vieillissement de la population et généralement trop restrictives pour doper la croissance et la R & D. Il regrettait la domination des banques, peu enclines à prendre des risques, au détriment des marchés financiers (bourses, réseaux de prêts privés et de capital-risque) qui réagissent vite et prêtent aux petites entreprises qui seront, peut-être un jour, la source d'innovations majeures, et aux grandes entreprises quand elles font la preuve qu'elles sont d'un meilleur niveau.

Le rapport Draghi décrivait aussi une vague de profondes réformes. Pratiquement aucune d'entre elles n'a été adoptée, ni même proposée par la Commission, en dehors de quelques petites mesures techniques bien insuffisantes pour faire la différence. Encore une fois, l'Europe apparaît immobile, malgré tous les appels officiels à «faire face à un monde qui change vite». Un immobilisme trop profondément ancré pour céder aux admonestations du rapport Draghi.

Le marché unique, à la fois protecteur et immobilisateur

La raison fondamentale est bien connue: toute réforme crée des gagnants et des perdants. Les gagnants apparaîtront plus tard alors que les perdants, naturellement menacés, se défendent. C'est là où le bât blesse dans l'UE. Les perdants de demain sont les puissants d'aujourd'hui. Ils sont influents et bien organisés, et connaissent bien les arcanes du pouvoir. Au sein de l'UE, l'immobilisme partagé renforce les immobilismes nationaux car le marché unique, l'un des plus grands marchés du monde, est incomplet, ce qui n'incite guère les gouvernements à entreprendre des réformes impopulaires. C'est pour cette raison que le rapport demandait la suppression des barrières douanières implicites; mais le consensus existant est bâti sur la non-remise en cause de ces arrangements protectionnistes.

Et pour cette raison que l'UE a bien du mal à passer des accords commerciaux avec des pays tiers, comme le Canada ou le Mercosur, qui renforceraient la pression concurrentielle sur les pays membres. Quant à la Commission, elle ne peut avancer qu'avec le soutien des pays membres et du Parlement européen, qui rassemble tous les groupes de pression nationaux.

C'est triste à dire, mais il faudra que ça aille beaucoup plus mal pour secouer l'immobilisme.